

[Introduction 2](#_Toc46994502)

[Opérations d’aide humanitaire financées en 2019 2](#_Toc46994503)

[Tour d’horizon des principales opérations d’aide humanitaire financées 2](#_Toc46994505)

[Priorités horizontales 10](#_Toc46994506)

[Résumé des évaluations effectuées en 2019 11](#_Toc46994507)

[Budget 2019 12](#_Toc46994508)

[Informations complémentaires et sources 13](#_Toc46994509)

[Liste des partenaires ayant signé l'accord-cadre de partenariat de 2014 14](#_Toc46994510)

**Introduction**

Le présent rapport décrit les principales activités de l’Union européenne et les principaux résultats des politiques de l’Union en matière d’aide humanitaire en 2019, dont le financement a été assuré par la Commission européenne. Le présent rapport est établi conformément à l’article 19 du règlement (CE) nº 1257/96 du Conseil du 20 juin 1996.

**Opérations d’aide humanitaire financées en 2019**

En 2019, les besoins humanitaires ont continué de croître en raison de crises complexes, provoquant souvent des déplacements massifs de population, ainsi qu’en raison de catastrophes naturelles et de flambées épidémiques. Dans ce contexte, la direction générale de la protection civile et des opérations d’aide humanitaire européennes (DG ECHO) de la Commission européenne est restée un pourvoyeur d’aide humanitaire de premier plan, allouant 2 400 000 000 EUR à des millions de personnes touchées par des crises dans plus de 80 pays. Pour faire face à la pénurie croissante de financement humanitaire, la DG ECHO a continué de promouvoir la mise en œuvre des [engagements pris dans le cadre du «grand compromis»](https://interagencystandingcommittee.org/grand-bargain), en particulier en ce qui concerne [l’évaluation conjointe des besoins multisectoriels](https://interagencystandingcommittee.org/improve-joint-and-impartial-needs-assessments).

Une part importante de l’aide humanitaire de l’UE a été consacrée aux personnes touchées par la crise en Syrie et dans les pays voisins, notamment le volet humanitaire de la facilité de l’UE en faveur des réfugiés en Turquie. L’UE s’est également concentrée sur l’aide aux populations touchées par des «crises oubliées», comme en République centrafricaine, au Soudan, au Pakistan, en Colombie, au Venezuela, en Haïti et aux Philippines.

La DG ECHO a joué un rôle de premier plan dans la promotion d’une aide humanitaire fondée sur des principes et du respect du droit international humanitaire, au moyen d’un plaidoyer actif en faveur de la lutte contre des crises humanitaires spécifiques, mais aussi, à l’échelle mondiale, en tant que présidente du groupe de soutien des donateurs[[1]](#footnote-1) du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et de l’initiative sur les principes et bonnes pratiques pour l’aide humanitaire[[2]](#footnote-2) (avec la Suisse).

La DG ECHO finance et utilise pour son approche fondée sur des données factuelles l’indice de risque INFORM mis au point par le Centre commun de recherche (JRC), qui devient la méthode d’évaluation de fait des risques pour de nombreuses organisations telles que les Nations unies et les organisations internationales non gouvernementales (OING).

Tour d’horizon des principales opérations d’aide humanitaire financées

**Sahel – crise complexe**

L’UE a répondu aux besoins humanitaires urgents au Burkina Faso, en Mauritanie, au Mali, au Tchad, au Niger, au Nigeria et au Cameroun, en leur allouant 188 000 000 EUR, notamment par des mécanismes d’intervention rapide (un paquet d’aide d’urgence multisectoriel de trois mois) et le soutien des structures nationales existantes pour préserver l’accès aux services de base. L’aide de l’UE a permis d’accéder à des zones difficiles à atteindre, grâce aux services aériens humanitaires, à la coordination civile-militaire humanitaire et à la gestion de l’information.

L’UE a fourni des denrées alimentaires pendant la période de soudure ainsi qu’un traitement nutritionnel pour les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère et ayant besoin d’un traitement vital. Par ailleurs, elle s’est activement employée à mettre en œuvre le lien entre aide humanitaire et développement pour renforcer la résilience des personnes touchées par la crise, et à s’attaquer aux causes profondes de l’insécurité alimentaire et de la malnutrition aiguë.

**Crise régionale en République centrafricaine**

Malgré la signature d’un accord de paix en février, la situation humanitaire ne s’est pas améliorée en République centrafricaine (RCA). L’UE a octroyé 22 400 000 EUR à la RCA et aux réfugiés centrafricains au Cameroun et au Tchad, apportant une aide humanitaire multisectorielle et renforçant la coordination humanitaire, la sécurité et la logistique.

**Crise dans le bassin du lac Tchad**

Parmi les 17,4 millions de personnes vivant au Nigeria, au Niger, au Cameroun et au Tchad, 10,7 millions, dont plus de 6 millions d’enfants, ont eu besoin d’une aide humanitaire. L’UE a octroyé une aide humanitaire multisectorielle d’environ 64 000 000 EUR.

**Soudan du Sud**

En 2019, environ 7,5 millions de Sud-Soudanais ont eu besoin d’une aide humanitaire d’urgence et les pays voisins ont accueilli plus de 2 millions de réfugiés en provenance de ce pays. L’UE a alloué 51 600 000 EUR au Soudan du Sud pour faire face au niveau élevé d’insécurité alimentaire et de malnutrition dans le pays. La protection des enfants et des femmes constitue une priorité pour l’UE, étant donné l’extrême violence et l’utilisation de la violence sexuelle comme arme de guerre.

**Soudan**

Le pays a souffert des conséquences de décennies d’un conflit aggravé par une crise économique sans précédent et une augmentation des prix des denrées alimentaires; 25 % de sa population fait face à des niveaux très élevés d’insécurité alimentaire grave. Au cours de l’année, l’essentiel de l’aide humanitaire de l’UE – 55 700 000 EUR – a servi à l’aide alimentaire, aux soins et aux traitements nutritionnels, principalement pour les enfants de moins de 5 ans et pour les femmes enceintes ou allaitantes. Afin d’accroître l’accès de la population à une protection sociale à long terme au Soudan, l’UE complète le financement humanitaire par une aide au développement pour aider les communautés à renforcer leur résilience.

**La crise régionale des Grands Lacs**

La RDC et la République du Congo ont été touchées par un conflit permanent et par la maladie à virus Ebola. La Commission a alloué environ 72 000 000 EUR à la région, notamment en réponse à la maladie à virus Ebola. 7 000 000 EUR supplémentaires ont été dépensés pour les opérations d’ECHO Flight.

**Éthiopie**

En raison des violences à motivation ethnique, le nombre de personnes déplacées à l’intérieur de l’Éthiopie a atteint un pic de 3,1 millions au début de l’année 2019, avant de redescendre à 2 millions. Bien que les conditions de sûreté et de sécurité n’aient pas toujours été remplies, les autorités ont tenté de renvoyer les personnes déplacées dans leur lieu d’origine, violant ainsi les principes de retour volontaire et en toute sécurité. En 2019, l’UE a octroyé 51 500 000 EUR pour aider les personnes concernées en leur fournissant des denrées alimentaires, des abris, des articles ménagers essentiels, des traitements contre la malnutrition, de l’eau, des installations sanitaires et des services de protection. La plus grande partie du financement a été consacrée aux personnes qui ont dû fuir du fait de la violence persistante et de la destruction de leurs maisons et de leurs moyens de subsistance.

**Kenya**

Le Kenya accueille environ 490 000 réfugiés, mais la politique de cantonnement du gouvernement rend ces derniers totalement dépendants de l’aide. Une nouvelle sécheresse a entraîné l’insécurité alimentaire pour près de 2,6 millions de personnes, des déplacements de population, ainsi qu’un risque élevé de conflit concernant les rares pâturages et ressources en eau.

Le financement de l’UE pour le Kenya s’élevait à 15 950 000 EUR, dont 11 500 000 EUR destinés aux camps de réfugiés, 1 300 000 EUR à la préparation aux catastrophes dans trois comtés exposés à des catastrophes soudaines et 3 150 000 EUR à l’intervention d’urgence face aux sécheresses et aux inondations à l’extérieur des camps.

**Somalie**

Les besoins humanitaires restent élevés en raison des régimes climatiques continuellement changeants et du conflit armé. Une nouvelle sécheresse a participé à la détérioration de la situation humanitaire, tandis que la fin de l’année a été marquée par une saison plus pluvieuse que la moyenne dans le sud du pays, entraînant de sévères inondations fluviales. Ces dernières ont touché plus de 500 000 personnes, entraîné le déplacement de 370 000 citoyens et détruit les récoltes. Par conséquent, elles ont miné la capacité de réaction de la population et ont retardé le redressement. La Commission a alloué environ 63 000 000 EUR pour répondre à la crise.

**Ouganda**

L’Ouganda a accueilli 1,41 million de réfugiés, dont 91 % proviennent du Soudan du Sud et de la RDC. Par ailleurs, depuis août 2018, le pays a été fortement exposé au risque que la maladie à virus Ebola se propage depuis la RDC voisine, qui connaît la plus importante flambée épidémique jamais vue. L’UE a alloué 33 000 000 EUR pour fournir une protection, une aide alimentaire, des soins de santé, un accès à de l’eau potable et à des installations sanitaires et une aide en matière d’éducation aux réfugiés et à leurs communautés d’accueil. En outre, un soutien a été apporté pour la préparation face à Ebola, le suivi de la maladie et la réponse à celle-ci, afin d’accroître la résilience et l’autosuffisance des personnes les plus vulnérables dans le but de réduire leur dépendance à l’aide à long terme.

**Région de l’Afrique australe et de l’océan Indien**

Les phénomènes météorologiques extrêmes sont courants dans la région de l’Afrique australe et de l’océan Indien et sont de plus en plus fréquents et intenses en raison du changement climatique. L’UE a alloué plus de 66 000 000 EUR à la région au titre d’une aide humanitaire d’urgence et de la préparation aux catastrophes et a mis l’accent sur le renforcement de la capacité des communautés et des autorités de gestion des catastrophes à faire face aux catastrophes naturelles récurrentes.

Deux cyclones puissants ont frappé l’Afrique australe et trois millions de personnes ont été touchées en Zambie, en Eswatini, au Lesotho, à Madagascar, au Mozambique, au Zimbabwe, au Malawi et dans les Comores. L’UE a réagi immédiatement en apportant une aide humanitaire aux pays concernés, notamment en activant le mécanisme de protection civile de l’UE au Mozambique.

Alors qu’il était aux prises avec une crise économique, le Zimbabwe a été frappé par des chocs tels que le cyclone Idai, qui a placé 7,7 millions de personnes, soit plus de 50 % de la population, en situation d’insécurité alimentaire grave. L’UE a octroyé 31 600 000 EUR pour répondre aux conséquences du cyclone, se concentrant principalement sur l’assistance alimentaire humanitaire et la préparation aux catastrophes.

**Venezuela**

L’effondrement socio-économique du Venezuela a entraîné le déplacement de 3,9 millions de Vénézuéliens en 2019. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), au moins 7 millions de personnes ont eu besoin d’une aide humanitaire, principalement parce qu’elles n’avaient pas accès aux services de santé, à l’éducation, à l’alimentation et à la nutrition.

Un montant total de 55 000 000 EUR a été alloué par l’UE à la fourniture d’une aide humanitaire aux personnes déplacées et au soutien des communautés d’accueil. Pour assurer un suivi étroit des interventions, la DG ECHO a établi un bureau à Caracas au mois de mai. Les efforts accrus en matière de sensibilisation aux questions humanitaires ont contribué à l’ouverture d’un espace humanitaire dans le pays et la DG ECHO était en ligne de front lors de la conférence de solidarité pour le Venezuela qui a eu lieu à Bruxelles en octobre.

**Colombie**

La situation humanitaire en Colombie s’est fortement détériorée en raison de l’aggravation du conflit interne, notamment des suites de l’accueil de 1,6 million de réfugiés vénézuéliens. La Colombie est très exposée aux catastrophes naturelles et les municipalités touchées par le conflit sont particulièrement menacées. Environ 140 000 personnes ont été déplacées et plus de 350 000 ont souffert de restrictions de circulation, qui ont entraîné un manque d’accès aux moyens de subsistance et aux services de base. Quelque 350 000 réfugiés colombiens ont été accueillis dans des pays voisins.

La DG ECHO a octroyé 11 000 000 EUR pour aider les personnes touchées par le conflit et les catastrophes naturelles en Colombie et dans la région. Les secteurs d’aide comprenaient la protection, les soins de santé, l’eau et l’assainissement, l’éducation et la préparation aux catastrophes.

**Haïti**

L’agitation politique, la montée des violences et le ralentissement économique en Haïti ont provoqué l’érosion du pouvoir d’achat déjà faible des ménages les plus vulnérables, 3,7 millions de personnes se trouvant en situation de crise alimentaire aiguë. La DG ECHO a fourni 14 000 000 EUR pour répondre à l’insécurité alimentaire aiguë et soutenir la coordination humanitaire. 3 000 000 EUR supplémentaires ont été investis dans la préparation aux catastrophes.

**La crise afghane (Afghanistan, Pakistan, Iran)**

L’Afghanistan traverse l’un des conflits les plus meurtriers dans le monde: 17 millions de personnes (50 % de la population nationale) vivent dans des zones fortement touchées par le conflit et 3,4 millions d’entre elles sont déplacées à l’intérieur de leur propre pays. Il y a environ 10 millions de réfugiés afghans, avec ou sans papiers, dans le monde entier. L’Iran et le Pakistan sont les principaux pays de destination des réfugiés afghans, accueillant et aidant respectivement près de 3 et 4 millions de réfugiés.

La DG ECHO a alloué 61 000 000 EUR à l’Afghanistan, se concentrant sur l’intervention d’urgence et les soins de traumatologie. En Iran et au Pakistan, l’aide humanitaire de l’UE a aidé les réfugiés afghans et les populations locales les plus vulnérables à hauteur de 18 000 000 EUR. L’UE a soutenu l’éducation des enfants afghans en Iran, ce qui a nécessité également l’enregistrement de leurs familles. Parmi d’autres secteurs d’aide de l’UE, tant en Iran qu’au Pakistan, figurent l’eau, l’assainissement et l’hygiène (WASH), la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, les abris, la protection et la santé.

**La crise des Rohingyas (Myanmar, Bangladesh)**

La population rohingya du Myanmar a été exposée à une discrimination systématique et à des violences ciblées. À la fin de 2019, 855 000 réfugiés rohingyas étaient enregistrés par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Cox’s Bazar (Bangladesh), dans un méga-camp surpeuplé. Les réfugiés dépendaient entièrement de l’aide humanitaire, en raison d’un manque de liberté de circulation, de moyens de subsistance et d’accès aux services sociaux. Par ailleurs, la zone est particulièrement exposée aux catastrophes naturelles. Environ 600 000 Rohingyas vivaient toujours dans l’État de Rakhine au Myanmar dans des conditions précaires, une partie d’entre eux dans des camps de confinement et dépendant entièrement de l’aide humanitaire.

L’UE a consacré une aide humanitaire de 36 000 000 EUR à cette crise, tant au Bangladesh qu’au Myanmar, permettant de fournir des soins de santé de base, de l’eau, des installations sanitaires, des abris, des denrées alimentaires, ainsi que des services d’éducation, de protection, de soutien psychosocial et d’aide à la réduction des risques de catastrophe.

**Philippines**

Mindanao fait face à des conflits internes de longue durée et quelque 400 000 personnes ont besoin d’une aide humanitaire (notamment les personnes déplacées à l’intérieur de leur propre pays et les personnes rapatriées). En outre, les Philippines sont l’un des pays du monde les plus exposés aux catastrophes. L’UE a alloué un total de 6 700 000 EUR au pays au titre de l’aide humanitaire à l’intention des personnes touchées par les conflits à Mindanao (abris d’urgence, services d’assainissement et d’hygiène, soins de santé, articles alimentaires et non alimentaires, services d’éducation), ainsi qu’au titre de l’intervention d’urgence face aux catastrophes naturelles et des actions de préparation aux catastrophes.

**La crise syrienne**

Le conflit syrien est dans sa neuvième année et plus de 11 millions de personnes ont besoin d’une aide humanitaire dans le pays. L’UE a octroyé un montant total de 260 000 000 EUR afin d’apporter une aide vitale en Syrie ainsi qu’aux réfugiés syriens au Liban, en Jordanie et en Égypte, pour fournir des denrées alimentaires, des médicaments, de l’eau et des abris. Dans les pays voisins, le Liban et la Jordanie, le financement humanitaire de l’UE a contribué à la fourniture d’une aide en espèces pour les réfugiés les plus vulnérables, qui constitue le mode de mise à disposition de l’aide le plus efficace et le plus digne.

La DG ECHO a directement participé à des initiatives diplomatiques internationales, telles que la troisième conférence sur l’aide à apporter pour l’avenir de la Syrie et des pays de la région qui s’est tenue à Bruxelles, la task force humanitaire du Groupe international de soutien à la Syrie à Genève, les réunions des hauts fonctionnaires organisées en février à Genève et en novembre à Copenhague.

**Iraq**

En Iraq, 6,7 millions de personnes avaient toujours besoin d’une aide humanitaire, notamment 1,6 million de personnes déplacées à l’intérieur de leur propre pays, dont 375 000 se trouvaient dans des camps. La DG ECHO a déployé des opérations à hauteur de 38 000 000 EUR pour fournir des soins de santé d’urgence, des abris de base, de l’eau potable, des services d’assainissement et d’hygiène, ainsi qu’une protection humanitaire, avec une attention particulière pour les personnes déplacées à l’intérieur de leur propre pays. Elle a soutenu l’aide aux survivants de violences sexuelles et la fourniture de services de physiothérapie et de soutien à la rééducation pour les victimes du conflit, en particulier les groupes ciblés comme les Yézidis dans le nord-ouest de l’Iraq.

La DG ECHO a soutenu la reprise des services publics de base dans des zones touchées par la guerre, aidant 4,5 millions de personnes à rentrer chez elles. Ce soutien comprenait l’éducation dans les situations d’urgence, pour aider les enfants à retourner à l’école, souvent après des années d’interruption.

La DG ECHO a fourni une assistance juridique aux familles pour qu’elles obtiennent des pièces d’identité perdues ou non produites sous le contrôle de l’organisation État islamique, des services de base dans des prisons surpeuplées, une aide pour les mineurs dans les centres de détention, ainsi que des mécanismes communautaires de réinsertion des anciens enfants soldats.

**Yémen**

Le pays traverse la plus grande crise humanitaire au monde, 24,1 millions de personnes (80 % de la population), dont 3 millions de personnes déplacées à l’intérieur du pays, ayant besoin d’une aide. L’insécurité alimentaire touche 20 millions de Yéménites et au moins 238 000 personnes sont en situation de famine. Par ailleurs, le pays fait face à l’effondrement des services de santé, laissant 19,7 millions de personnes dans le besoin, à 460 000 cas présumés de choléra, à des importations limitées et insuffisantes de denrées alimentaires, de carburant et de médicaments, ainsi qu’à la fermeture des écoles.

La DG ECHO a déployé des opérations à hauteur de 115 000 000 EUR pour fournir des denrées alimentaires, des soins de santé, un accès à l’éducation et à l’eau, des abris et des kits d’hygiène pour les zones touchées par la guerre et les populations déplacées. Le financement a été utilisé pour traiter les enfants souffrant de malnutrition sévère, lutter contre l’épidémie de choléra et les flambées de rougeole et de diphtérie, réhabiliter les personnes handicapées, restaurer les salles de classe et soutenir les services aériens humanitaires des Nations unies (UNHAS), qui assurent un transport aérien et maritime essentiel et fiable aux travailleurs humanitaires.

**Turquie**

La Turquie accueille toujours la plus grande communauté de réfugiés au monde, avec 3,6 millions de Syriens sous protection provisoire et environ 370 000 non-Syriens enregistrés au titre de la protection internationale. Au total, au titre du premier et du deuxième volet de la facilité en faveur des réfugiés en Turquie, l’UE a fourni 2 400 000 000 EUR d’aide humanitaire pour soutenir environ 1,7 million de réfugiés dans le cadre de 64 projets, par l’intermédiaire de 19 organisations partenaires travaillant sur les besoins essentiels, l’éducation non formelle, la protection et la santé.

En 2019, la DG ECHO a contracté 1 021 000 000 000 EUR, principalement pour le filet de sécurité sociale d’urgence (ESSN). Ce programme phare a versé des paiements mensuels à 1,7 million de réfugiés par l’intermédiaire d’une carte de débit afin que ceux-ci puissent subvenir à leurs besoins essentiels. Le programme des transferts conditionnels en espèces pour les dépenses d’éducation est le programme en matière d’éducation dans des situations d’urgence qui a permis de faire accéder plus de 560 000 enfants à l’éducation. Il prévoit des transferts en espèces aux familles vulnérables afin de promouvoir l’inscription scolaire et la fréquentation régulière des enfants réfugiés.

**Balkans occidentaux**

Au début de l’année 2018, un nouvel itinéraire secondaire pour les réfugiés s’est dessiné, traversant la Bosnie-Herzégovine, pour atteindre la Croatie et la Slovénie. En 2019, 29 000 personnes relevant de la compétence du HCR sont arrivées en Bosnie-Herzégovine, contre 24 000 en 2018. Le nombre total de migrants et de réfugiés dans le pays s’élève à environ 8 000, dont à peu près 2 000 dorment dans la rue (dans des squats, des bâtiments abandonnés ou des gares ferroviaires). L’aide humanitaire de l’UE en faveur de la Bosnie-Herzégovine s’est élevée à 3 800 000 EUR. Par l’intermédiaire de ses partenaires humanitaires, la DG ECHO a fourni une aide en matière de santé, de protection et de communication (notamment l’identification des personnes vulnérables, la fourniture d’articles alimentaires et non alimentaires d’urgence, une assistance médicale) aux réfugiés et aux migrants.

**Ukraine**

Le conflit touche plus de 5,2 millions de personnes, parmi lesquelles 3,5 millions ont besoin d’une aide humanitaire, principalement dans les zones non contrôlées par le gouvernement et des deux côtés de la ligne de contact. L’UE, avec ses États membres, est le principal pourvoyeur d’aide humanitaire et d’aide au développement/au redressement rapide en faveur de l’Ukraine. Elle a fourni plus de 762 500 000 EUR depuis le début du conflit, dont approximativement la moitié en aide humanitaire. L’UE (par l’intermédiaire de la Commission européenne) a, à ce jour, fourni plus de 141 800 000 EUR d’aide humanitaire, dont 23 000 000 EUR en 2019 à 11 partenaires œuvrant des deux côtés de la ligne de contact dans six secteurs d’intervention, à savoir la santé, la fourniture d’abris, l’eau, l’hygiène et l’assainissement (WASH), l’éducation, les besoins essentiels et la protection.

**Libye**

820 000 Libyens ont besoin d’une aide humanitaire. 20 % des infrastructures de santé sont fermées pour cause de destruction, d’endommagement ou d’occupation. On observe une criminalité généralisée contre le droit international humanitaire, ainsi que la traite des êtres humains et des obstacles à l’acheminement de l’aide et à l’accès des organisations d’aide.

La DG ECHO a mené des opérations pour un montant de 8 000 000 EUR afin de soutenir les soins de santé essentiels en faveur des victimes du conflit, portant notamment sur la chirurgie d’urgence en situation de guerre, les kits de traumatologie, la rééducation physique, les prothèses et le soutien psychosocial, la fourniture de médicaments essentiels et le soin aux personnes ayant survécu à des violences à caractère sexiste. L’aide a permis de restaurer des services de soins de santé primaires dans des zones touchées par le conflit ainsi que des services d’éducation de base à Benghazi et à Syrte, ce qui a permis à des milliers d’enfants d’avoir accès à une éducation de base et à un soutien psychosocial. L’UE a également fourni une aide alimentaire et un soutien aux moyens de subsistance, ainsi qu’une aide en espèces aux personnes les plus vulnérables. Des services ont été fournis, sans distinction, à toutes les personnes vulnérables, y compris les migrants, les réfugiés et les demandeurs d’asile.

**Égypte**

250 000 réfugiés enregistrés sont bloqués dans les quartiers les plus surpeuplés et les plus pauvres de grandes villes comme Le Caire et Alexandrie, où les communautés d’accueil font également face à un haut niveau de vulnérabilité. Environ 50 % des réfugiés sont originaires de Syrie et les autres proviennent principalement d’Afrique de l’Est, d’Iraq et du Yémen.

En 2019, la DG ECHO a déployé des opérations d’une valeur de 5 000 000 EUR, offrant une protection humanitaire, des services de santé d’urgence (en particulier des soins de santé maternelle et génésique), des services d’éducation dans les situations d’urgence et des liquidités pour couvrir les besoins essentiels. 38 % de l’ensemble des réfugiés sont des enfants, dont une proportion croissante d’enfants non accompagnés et séparés.

**Crise sahraouie**

Après quarante ans de conflit politique non résolu, ayant des conséquences humanitaires, des dizaines de milliers de réfugiés sahraouis sont aux prises avec une crise oubliée et prolongée. Ces réfugiés vivent dans cinq camps dans le désert du sud-ouest de l’Algérie et dépendent de l’aide humanitaire pour survivre.

La DG ECHO a déployé des opérations à hauteur de 9 000 000 EUR, fournissant des denrées alimentaires et luttant contre l’augmentation de la malnutrition parmi les femmes et les enfants réfugiés sahraouis, et fournissant également de l’eau potable. Elle a également fourni des médicaments essentiels qui couvrent 80 % des besoins de la population des camps en matière de santé, ainsi qu’un appui spécifique aux personnes handicapées. Par ailleurs, la DG ECHO a fourni des services d’éducation dans les situations d’urgence, remédiant au mauvais état des infrastructures d’enseignement et des installations sanitaires des écoles.

Priorités horizontales

Conformément à ses engagements précédents, la DG ECHO a consacré 10 % du budget d’aide humanitaire 2019 de l’UE à l’éducation dans les situations d’urgence et a maintenu son engagement consistant à déployer 35 % de l’aide humanitaire par des transferts d’espèces. En 2019, des orientations opérationnelles intitulées «[L’inclusion des personnes en situation de handicap dans les opérations d’aide humanitaire financées par l’UE](https://ec.europa.eu/echo/sites/echo-site/files/doc_echo_og_inclusion_fr_230519_liens_bd_fr.pdf)» ont été adoptées.

**Éducation dans les situations d’urgence**

La DG ECHO a continué d’être une figure de proue au niveau mondial en matière d’éducation dans les situations d’urgence. Le financement consacré par la DG ECHO à l’éducation dans les situations d’urgence s’est élevé à 166 000 000 EUR, soutenant des activités dans 52 pays et venant en aide à plus de 2,5 millions de bénéficiaires, garantissant un accès à une éducation sûre et de qualité pour les filles et les garçons les plus vulnérables.

Pour sensibiliser à l’éducation dans les situations d’urgence et en accroître la visibilité, la DG ECHO a organisé, en mai 2019, un événement de haut niveau sur le thème «Education in Emergencies: School4All» (L’éducation dans les situations d’urgence: l’école pour tous) avec le commissaire Christos Stylianides, le prix Nobel de la paix Denis Mukwege, l’ambassadrice de Handicap International Axelle Red et la chanteuse Typh Barrow. La DG ECHO a lancé une campagne sur les médias sociaux #RaiseYourPencil pour #School4All par solidarité avec tous les enfants touchés par la crise qui ne vont plus à l’école.

**Aide en espèces**

La DG ECHO a continué à favoriser les discussions sur le transfert d’espèces. Elle a contribué à renforcer la coordination des donateurs grâce à l’adoption d’une déclaration conjointe des donateurs sur l’encaisse dans les deux pays pilotes, le Nigeria et le Bangladesh.

La DG ECHO a publié le «[EU Cash Compendium 2019:Doing More Cash, Better](https://ec.europa.eu/echo/sites/echo-site/files/eu_cash_compendium_2019.pdf)» (Compendium de l’UE sur les espèces: verser plus d’espèces, et mieux), qui met en lumière les résultats obtenus au niveau des projets en se référant aux recommandations formulées dans la note d’orientation de la DG ECHO sur les liquidités à grande échelle. Le document souligne ce que les projets font différemment, comment ils suivent les recommandations de la note d’orientation de la DG ECHO sur les liquidités à grande échelle, comment ils assurent la coordination avec les autres donateurs et avec les filets de sécurité sociale, ainsi que les difficultés et les enseignements tirés. Des ratios d’efficacité de 85:15 (85 % des fonds alloués aux bénéficiaires ciblés) et plus, comme le prévoit la note d’orientation, sont déjà atteints dans plusieurs pays.

**Innovation et engagement du secteur privé**

La DG ECHO a continué à participer au débat mondial, notamment lors de la réunion annuelle du Forum économique mondial, du débat du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) consacré aux affaires humanitaires, de l’Assemblée générale des Nations unies et de la réunion des donateurs sur l’avenir de l’innovation dans l’action humanitaire, tenue à Berlin. La DG ECHO a continué de soutenir le développement d’approches innovantes au moyen de l’annexe «Politiques thématiques» des plans de mise en œuvre humanitaire, qui encourage les partenaires à réduire l’empreinte environnementale de la réponse humanitaire en utilisant des approches numériques, et en soutenant le prix Horizon 2020 du Conseil européen de l’innovation pour des technologies de pointe abordables en matière d’aide humanitaire («Affordable High-Tech for Humanitarian Aid»), qui sera décerné en 2020.

**L’UE en tant que chef de file de l’appel à l’action pour la protection contre la violence sexiste dans les situations d’urgence**

La DG ECHO est membre de l’initiative mondiale d’appel à l’action pour la protection contre la violence sexiste dans les situations d’urgence. Un programme de renforcement des capacités de réaction (programme de la DG ECHO) géré par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) a encouragé l’élaboration de normes interinstitutionnelles sur la violence sexiste dans les situations d’urgence et d’orientations sur la manière d’élaborer des feuilles de route d’appel à l’action adaptées au contexte (à partir de projets pilotes menés au Nigeria et en RDC). En 2018 et 2019, la DG ECHO a alloué environ 52 000 000 EUR à la prévention des violences sexuelles et sexistes et à la lutte contre celles-ci. La DG ECHO a lancé son tout premier apprentissage en ligne sur son marqueur de genre et d’âge.

**ECHO Flight (Afrique) et soutien aux services de transport aérien humanitaire**

ECHO Flight est un service aérien humanitaire doté de six avions et d’un budget de 12 400 000 EUR, gratuit pour les partenaires de la DG ECHO et les organisations humanitaires. En 2019, il a soutenu plus de 250 projets, transporté plus de 25 000 travailleurs humanitaires et environ 200 tonnes de marchandises humanitaires.

En outre, l’UE a contribué à des services aériens humanitaires sans but lucratif, en octroyant notamment 25 000 000 EUR au Programme alimentaire mondial/service aérien humanitaire des Nations unies et à ses opérations logistiques dans 12 pays.

Résumé des évaluations effectuées en 2019

[**Évaluation combinée des interventions humanitaires de l’Union européenne en Afrique centrale et de la coordination humanitaire (2014-2018)**](https://ec.europa.eu/echo/sites/echo-site/files/1._lmi_-_ca_coordination_-_full_report_-_eu_bookshop_-_en_fr_annexes_-_final.pdf)

L’UE a apporté d’importantes contributions pour répondre aux besoins aigus et renforcer les réponses humanitaires en Afrique centrale. Les activités de la DG ECHO et la fourniture fiable des résultats escomptés par l’intermédiaire de partenaires, ainsi que le soutien à la fonction de coordination de l’OCHA, en particulier pour combler les lacunes en matière de coordination, ont constitué des atouts.

L’évaluation a mis en lumière les difficultés liées à la satisfaction des besoins chroniques et aux lacunes en matière de coordination qui persistent, et a formulé des recommandations pour soutenir l’aide humanitaire et la coordination futures de l’UE dans la région.

[**Évaluation combinée des interventions humanitaires de l’Union européenne en Afghanistan et du partenariat avec le Conseil norvégien pour les réfugiés (2014-2018)**](https://ec.europa.eu/echo/sites/echo-site/files/combined_evaluation_of_the_eu_humanitarian_intervention_in_afghanistan_2014_2018_and_dg_echos_partnership_wiht_nrc.pdf)

L’évaluation a révélé que la DG ECHO joue un rôle clé dans le contexte de l’aide accordée à l’Afghanistan et qu’elle soutient la synergie entre les actions humanitaires et de développement. Les actions de la DG ECHO contribuent à faire face aux répercussions immédiates des conflits et des catastrophes , par son mécanisme de réaction aux situations d’urgence et son aide en espèces (en fournissant essentiellement une réaction basée sur les besoins) aux personnes déplacées à l’intérieur de leur propre pays.

L’évaluation du partenariat a montré l’existence d’un partenariat de haute qualité. Des éléments probants solides concernant l’échange régulier, complet et transparent d’informations à tous les niveaux ont été fournis, la confiance étant le facteur clé. Des faiblesses ont également été relevées: certaines procédures étaient inefficaces, il y avait quelques problèmes en matière de communication interne et les exigences en matière d’audit étaient très coûteuses dans les deux cas.

Budget 2019

1. Liste des conventions de financement conclues par la Commission dans le domaine de l’aide humanitaire[[3]](#footnote-3):

Les accords relatifs à l’aide humanitaire octroyée par l’UE peuvent être [consultés sur le site web du système de transparence financière (STF)](http://ec.europa.eu/budget/fts/index_fr.htm).

1. Exécution du budget

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **EXÉCUTION BUDGÉTAIRE – DG ECHO – 2019** | | | | |
|  |  |  |  |  |
| *Les données ci-dessous ne tiennent pas compte des recettes affectées externes provenant des États membres.* | | | | |
|  |  |  |  |  |
| **Région/Pays** |  | **Montant** |  | **%** |
|  |  |  |  |  |
| **Afrique** |  | **632** |  | **29 %** |
|  |  |  |  |  |
| Soudan et Soudan du Sud |  | 105 |  |  |
|  |  |  |  |  |
| Afrique centrale |  | 68 |  |  |
|  |  |  |  |  |
| Grands Lacs |  | 72 |  |  |
|  |  |  |  |  |
| Corne de l’Afrique |  | 163 |  |  |
|  |  |  |  |  |
| Afrique australe, océan Indien |  | 60 |  |  |
|  |  |  |  |  |
| Afrique de l’Ouest |  | 138 |  |  |
|  |  |  |  |  |
| Afrique du Nord |  | 17 |  |  |
|  |  |  |  |  |
| Afrique |  | 10 |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **Moyen-Orient, Europe du Sud-Est et voisinage oriental** |  | **1 062** |  | **50 %** |
|  |  |  |  |  |
| Moyen-Orient |  | 436 |  |  |
|  |  |  |  |  |
| Europe du Sud-Est et voisinage oriental |  | 627 |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **Asie, Pacifique** |  | **127** |  | **6 %** |
|  |  |  |  |  |
| Asie du Sud-Ouest et Asie centrale |  | 75 |  |  |
|  |  |  |  |  |
| Asie du Sud-Est et Pacifique |  | 52 |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **Amérique latine et Caraïbes** |  | **104** |  | **5 %** |
|  |  |  |  |  |
| Amérique latine |  | 84 |  |  |
|  |  |  |  |  |
| Caraïbes |  | 20 |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **Catastrophes de portée mondiale** |  | **40** |  | **2 %** |
|  |  |  |  |  |
| **Protection civile[[4]](#footnote-4)** |  | **95** |  | **4 %** |
|  |  |  |  |  |
| **Volontaires de l’aide de l’UE** |  | **18** |  | **1 %** |
|  |  |  |  |  |
| **Opérations complémentaires et soutien** |  | **68** |  | **3 %** |
|  |  |  |  |  |
| **TOTAL** |  | **2 146** |  | **100 %** |
|  |  |  |  |  |
|  |  | *(en millions d’EUR)* |  |  |

**Informations complémentaires et sources**

* Informations générales concernant la DG ECHO:

<http://ec.europa.eu/echo/index_fr>

* Informations financières sur les actions d’aide humanitaire menées par la Commission européenne en 2019:

<https://ec.europa.eu/echo/funding-evaluations/financing-decisions-hips-2019_fr>

* Informations concernant les opérations menées les années précédentes:

<https://ec.europa.eu/echo/who/accountability/annual-reports_fr>

* 2019 Annual Activity Report, DG ECHO: <https://ec.europa.eu/info/publications/annual-activity-report-2019-european-civil-protection-and-humanitarian-aid-operations-echo_fr>
* Rapport annuel 2019 sur la gestion et la performance: <https://ec.europa.eu/info/publications/annual-management-and-performance-report-2019_fr>
* Rapports d’évaluation de la DG ECHO:

[https://ec.europa.eu/echo/funding-evaluations/evaluations\_fr](http://ec.europa.eu/echo/funding-evaluations/evaluations_fr)

* Données relatives au financement de l’aide humanitaire par la Commission européenne et les États membres: <https://webgate.ec.europa.eu/hac/>
* Indice de risque global INFORM:   
  <https://drmkc.jrc.ec.europa.eu/inform-index>

Liste des partenaires ayant signé l’accord-cadre de partenariat de 2014:

<http://ec.europa.eu/echo/sites/echo-site/files/weblistpartners.pdf>

1. Le groupe de soutien des donateurs du CICR est composé de gouvernements, d’organisations supranationales ou d’institutions internationales qui contribuent chaque année à hauteur d’au moins 10 000 000 CHF. [↑](#footnote-ref-1)
2. L’initiative sur les principes et bonnes pratiques pour l’aide humanitaire est un forum informel des donateurs qui réunit 42 donateurs résolus à fournir une aide humanitaire efficace et responsable. [↑](#footnote-ref-2)
3. Y compris les noms des organisations partenaires concernées. [↑](#footnote-ref-3)
4. Les activités comprises sous ce point ne sont pas couvertes au titre du règlement concernant l’aide humanitaire et ne sont pas financées par le budget d’aide humanitaire. [↑](#footnote-ref-4)